

TIC

Qui va développer des contenus en Algérie ?

Le MED-IT 2011 est un Salon international dédié aux technologies de l'information et de la communication. Et la huitième édition de ce Salon, ouverte solennellement hier, au palais de la Culture Moufdi-Zakaria, par le ministre de la Poste et des Tic, Moussa Benhamadi, se propose ainsi d'aider au développement des «contenus», comme le souhaite le ministre. Elle s'annonce, cependant, mal, selon un exposant algérien qui parle plutôt d'un «grand espace de négoce» où seules les multinationales trouvent leur compte.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dans son allocution d'ouverture, M. Benhamadi a insisté sur la nécessité de développer des contenus au profit des usagers algériens.

Parce qu'il ne sert absolument à rien, souligne-t-il, de se doter de matériel informatique et de téléphone cellulaire dernier cri sans qu'il y ait un contenu qui réponde à des besoins spécifiques à Internet et autres produits de communication.

Il est revenu sur la stratégie adoptée par le gouvernement en vue de muer la société à travers la modernisation des services publics en une véritable «société de l'information» (e-Algérie).

Et d'énumérer les actions de développement de contenus entreprises jusqu'ici par les différentes administrations, l'éducation nationale, la justice où on peut désormais commander son casier judiciaire à partir de n'importe quel terminal connecté à Internet, et surtout le ministère de l'Intérieur. En ce sens qu'il annoncera que le premier passeport biométrique devra être délivré au mois de novembre prochain. Une échéance que s'est fixée le ministère de l'Intérieur, selon ses dires, par respect à ses engagements internationaux.

Néanmoins, pour ce qui est du salon, les ateliers comme les

conférences ne favorisent pas vraiment l'échange technologique souhaité par le ministre de la Poste et des Tic, comme ils n'aident pas au développement de solutions informatiques adaptées aux besoins des nationaux, et encore moins l'émergence d'opérateurs nationaux dans ce domaine. «La location du stand coûte très cher aux PME algériennes du domaine. Et nous n'avons pu décrocher ce petit coin, qu'après toute une gymnastique. Il se trouve que nous sommes les seuls ici à proposer des solutions algériennes à 100%, un contenu développé par des ingénieurs algériens. Pourtant, il y a des dizaines de boîtes gérées par

des Algériens qui font du bon boulot. Sauf que les places sont limitées et elles ne peuvent rivaliser avec les multinationales pour se permettre des stands et exposer leurs produits. Même la participation dans un atelier est payante», regrette Mostefa Hamouda, DG de Ligosoft.

Au bout du compte, continue-t-il d'expliquer, les multinationales ou leurs liaisons à Alger – ne trouvant pas d'interlocuteurs pour un quelconque échange technologique – profitent de ce salon pour commercialiser leurs produits auprès des acheteurs algériens.

D'ailleurs, conclut-il, elles ne proposent presque, que du matériel informatique, du hardware et des téléphones cellulaires.

L. H.



Photo: New Press

Les exposants présentent les dernières solutions technologiques et autres innovations techniques.

Téléphonie de troisième génération

Comme le cahier des charges n'est pas encore ficelé, indique le ministre de la Poste et des Tic, les soumissionnaires doivent attendre jusqu'à dimanche prochain. «Au plus tard lundi», a souligné le ministre Moussa Benhamadi. Et d'ajouter que les autorités se sont fixé le 23 octobre prochain comme date, pour l'octroi provisoire

de la première licence de téléphonie mobile de troisième génération. «Nous avons temporisé jusqu'ici pour l'acquisition de cette technologie justement parce qu'il n'y a pas de contenu qui rende une telle option, plutôt coûteuse, intéressante pour les usagers.»

L. H.

TIZI-OUZOU

Eniem : la grève persiste suite à la suspension temporaire de 12 salariés

Les travailleurs du complexe Eniem de Oued Aïssi (Tizi Ouzou) étaient encore, hier, en grève, un mouvement de protestation entamé dans la journée de dimanche, qu'ils motivent par des revendications socioprofessionnelles telles que mentionnées dans leur déclaration transmise à notre journal.

Les travailleurs dénoncent le non-respect de l'engagement pris par l'employeur quant à la satisfaction de la plateforme des revendications élaborée lors de la contestation des 26 et 27 juin 2011, la remise en cause du choix unilatéral de la nouvelle commission électorale, l'arrêt des harcèlements et menaces.

Des raisons qui expliquent la tenue, dans la matinée de dimanche dernier, d'un sit-in d'une heure (8h à 9h), selon les protestataires qui déplorent dans la même déclaration le fait que l'administration ait empêché les travailleurs de rejoindre leurs postes de travail à l'issue de ladite action.

Le lendemain, c'est-à-dire hier lundi, le conflit connaîtra un prolongement en raison de la mesure de suspension temporaire prise par l'administration à l'encontre de douze parmi les membres du collectif des travailleurs grévistes, considérés comme les meneurs.

Une décision qui ne sera pas, bien sûr, acceptée par les licenciés qui ont refusé de prendre possession des décisions de suspension temporaire qui leur ont été notifiées par l'administration.

Suite à quoi, un autre mouvement de protestation sera déclenché par la majorité des travailleurs issus de l'ensemble des ateliers de production.

En effet, ils ont observé un arrêt de travail en signe de solidarité avec leurs 12 camarades suspendus, selon des indications qui nous ont été fournies par un membre du collectif des travailleurs grévistes. Joint par téléphone, le directeur des ressources humaines,

qui se défend d'agir hors de la légalité, considère pour sa part que le mouvement de protestation est illégal et les douze salariés touchés par la mesure de suspension temporaire sont des perturbateurs et ne représentent pas les travailleurs car, ces derniers ont élu leurs propres représentants aussi bien au CP, (conseil des participations), qu'au sein du syndicat de l'entreprise.

Il ajoutera que malgré la satisfaction de toutes les revendications et toutes les concessions faites par l'administration sur de nombreux points relatifs, notamment, à la revalorisation des primes et des indemnités, l'octroi des échelons ainsi que les dispositions prises pour la réélection d'un nouveau CP, les douze travailleurs suspendus de façon temporaire en attendant leur comparution devant le conseil de discipline, et dont on ignore les motivations et les desseins, persistent à faire dans la surenchère.

S. A. M.

ANNABA

Visite de l'ambassadeur de Corée

«Depuis la signature de l'accord de partenariat stratégique entre la République de Corée et l'Algérie, les relations entre les deux pays ne cessent de se développer», estime l'ambassadeur du pays du Matin calme à Alger, Son Excellence Choi Sung-Joo.

L'ambassadeur intervenait dans le cadre d'une rencontre tenue, hier, au siège de l'institut de formation privé El Qalam d'Annaba, à l'initiative de la Confédération des cadres des finances et de la comptabilité (CCFC).

Et comme preuve de ce développement, SEM. Sung-Joo relève l'accroissement des échanges commerciaux qui sont passés de 0,5 milliard de dollars américains en 2005, année de la mise en route de la coopération stratégique, à 2 milliards de dollars américains en 2010.

Ces échanges commerciaux, qui portent essentiellement sur

l'exportation des hydrocarbures algériens et l'importation de produits manufacturés coréens, ont donné lieu, aux dires de ce dernier, à une coopération fructueuse en matière de formation de cadres algériens (une centaine) dans les domaines de la pêche, de la formation professionnelle, des douanes et de l'agriculture.

Une unité de production de semences de pomme de terre à Tiaret et deux projets de pisciculture pour l'élevage de crevettes à Skikda et Ouargla. M. Sung-Joo a fait une rétrospective sur le développement des petites et moyennes entreprises (PME) dans son pays, qui représentent

actuellement 99,90 % de l'économie de la Corée, a-t-il affirmé.

Au sortir de la guerre de Corée en 1953, ce pays, ne possédant pas de richesses naturelles, était dévasté et divisé par un conflit ayant donné naissance à deux Etats, l'un au Sud et l'autre au Nord.

Situation qui dure, d'ailleurs, à ce jour. Mais sa politique basée sur l'homme a payé.

La prise de pouvoir par l'armée au début des années 1970, même si elle est dénoncée par le conférencier pour son manque de démocratie, a réussi un redressement économique notable, reconnaît-il.

Lors de cette période qui a duré plus de 20 ans, l'effort était axé sur la création des petites et moyennes entreprises (PME) avec la garantie de l'Etat qui prenait en charge le financement

sans intérêts. Cette façon de procéder visait deux objectifs en même temps : l'accumulation de richesse et l'offre d'emplois.

Sachant que leur production était assurée de trouver des débouchés auprès des quelques entreprises géantes du pays qui ne dépassaient pas la dizaine.

Mais à partir des années 1990 et après la grave crise financière qu'ont connue les pays du Sud-Est asiatique, l'économie coréenne s'est adaptée en se développant à l'extérieur.

Ainsi, les entreprises de ce pays se sont déployées au Moyen-Orient, notamment dans les pays du Golfe.

Aujourd'hui, la Corée occupe une position prépondérante dans l'économie mondiale, grâce au savoir-faire de ses enfants, estime-t-on.

A. Bouacha

BOUIRA Crime crapuleux à Saharidj

La paisible commune de Saharidj, située à 60 km à l'est de Bouira, dans la daïra de M'chedallah, a été secouée, hier, par un événement qui a mis en émoi toute la population. S. Samir, âgé de 35 ans, célibataire, a été retrouvé mort, assassiné dans sa demeure située à la périphérie nord du chef-lieu de la commune.

Selon des témoignages concordants, Samir, dont la famille avait déménagé depuis un certain temps dans la commune de M'chedallah, avait coutume de vivre seul dans cette ancienne demeure. Hier, ses proches, qui ne l'avaient pas vu de la journée, se sont déplacés vers cette ancienne demeure avant de faire la macabre découverte : le corps inerte de Samir qui aurait reçu plusieurs coups de couteau et de barres de fer.

Le corps du défunt a été évacué à la morgue de l'hôpital de M'chedallah en attendant probablement une autopsie.

Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale de Saharidj pour déterminer les circonstances exactes du crime.

H. M.